



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRETE PREFECTORAL

n° SI2010-11-19-0020-DDPP

**METTANT EN DEMEURE LA SOCIETE NOVERGIE
DE REGULARISER LA SITUATION
ADMINISTRATIVE DU POLE DE VALORISATION ET
D'ELIMINATION DES DECHETS ET DE
L'INSTALLATION DE TRAITEMENT ET DE
VALORISATION DE MACHEFERS DE VEDENE**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

- VU** le code de l'environnement, et notamment son article L. 514-2,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
- VU** l'avis du Conseil d'Etat du 4 janvier 1983,
- VU** la circulaire du 10 mai 1983 relative aux installations classées nécessitant une régularisation administrative,
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,
- VU** l'arrêté préfectoral n° SI2005-07-22-0120-PREF du 22 juillet 2005 autorisant la société NOVERGIE à augmenter la capacité de traitement du centre de valorisation et d'élimination de déchets ménagers et assimilés et à poursuivre l'activité de traitement de déchets hospitaliers et de centre de tri sur la zone d'activité « Les Saffranières » à Vedène,

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2008-31-07-0090-PREF du 3 juillet 2008 portant modification de l'arrêté préfectoral n° SI2005-07-22-0120-PREF du 22 juillet 2005 précité,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-06-04-0030 du 4 juin 2010 portant modification de l'arrêté préfectoral n° SI2005-07-22-0120-PREF du 22 juillet 2005 précité,
- VU l'arrêté préfectoral n° SI2005-07-22-0130-PREF du 22 juillet 2005 autorisant la société NOVERGIE à exploiter une installation de traitement et de valorisation de mâchefers d'incinération à Vedène,
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2007-06-22-0020-PREF du 22 juin 2007 portant modification de l'arrêté préfectoral du 22 juillet n° SI2005-07-22-0130-PREF précité,
- VU la décision du Tribunal administratif de Nîmes en date du 15 novembre 2010 annulant les arrêtés préfectoraux du préfet de Vaucluse du 22 juillet 2005 n° SI2005-07-22-0120-PREF et n° SI2005-07-22-0130-PREF susvisés,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2010,
- VU l'arrêté préfectoral n° SI 2010-02-17-0060-PREF du 17 février 2010 donnant délégation de signature à Madame Agnès PINAULT, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse,

CONSIDERANT qu'il convient en application des dispositions de l'article L. 514-2 du code de l'environnement de mettre en demeure la société NOVERGIE de régulariser la situation administrative du pôle de valorisation et d'élimination des déchets et de l'installation de traitement et de valorisation de mâchefers de Vedène en déposant, dans un délai déterminé, un dossier de demande d'autorisation comportant l'ensemble des éléments mentionnés aux articles R.512-3 à R. 512-9 du code de l'environnement,

CONSIDERANT qu'un délai de six mois est nécessaire pour l'établissement du dossier de demande d'autorisation précité,

SUR proposition de madame la directrice de la protection des populations de Vaucluse,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Société NOVERGIE dont le siège social est situé à La Défense (Tour CB 21 - 16 place de l'Iris - 92 040 Paris La Défense), est mise en demeure pour :

- le pôle de valorisation et d'élimination des déchets situé sur le territoire de la commune de Vedène, Zone d'activité « Les Saffranières »,
- l'installation de traitement et de valorisation des mâchefers située sur le territoire de la commune de Vedène, chemin de Capeau, lieux-dits « La Garrigue » et « Les Fonds ».

de déposer, dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier unique de demande d'autorisation comportant l'ensemble des éléments mentionnés aux articles R. 512-3 à R. 512-9 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 :

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L.514-11.II et L.541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

ARTICLE 3 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré, conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, devant le tribunal administratif de Nîmes :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions du point 2° ci-dessus ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Vedène, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, unité territoriale de Vaucluse, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à messieurs les directeurs départementaux des territoires, des services d'incendie et de secours, à mesdames la déléguée territoriale de l'agence régionale de santé, la chef du service interministériel de défense et de protection civile, aux maires d'Avignon, Le Pontet, Morières les Avignon, Saint Saturnin les Avignon, Entraigues sur la Sorgues et Sorgues, chargés de le porter à la connaissance du conseil municipal de leur commune, ainsi qu'à l'exploitant.

Avignon, le 19 NOV. 2010

Pour le préfet, et par délégation,
la secrétaire générale


Agnès PINAULT